

ŒUFS DE CONSOMMATION

« Les grands élevages en sursis »

À la tête d'Ovocom depuis 17 ans, Patrick Jouault opère une veille sur le marché de l'œuf à travers son site ovocom.fr qui lui a permis de développer une véritable expertise. Pour Filières avicoles, il revient sur la crise du Fipronil et nous fait part de ses observations sur la filière œufs.

« LE MARCHÉ DE LA POULE DE RÉFORME EST EN GRANDE DIFFICULTÉ AUJOURD'HUI, CAR UN DES ABATTOIRS PRINCIPAUX, SOCAVOL, EST À LA LIMITE DE LA LIQUIDATION ».

Patrick Jouault

Sur votre site Internet, vous analysez régulièrement le marché de l'œuf, que pouvez-vous dire de l'évolution actuelle ?

Il faut remonter à la crise du Fipronil qui a eu lieu l'été dernier. Avant cette crise, le marché avait entamé une mutation, qui paraît encore aujourd'hui inéluctable, à savoir une transition des productions cage vers les productions alternatives de code 1 et 2. Le sujet préoccupait alors tous les acteurs de la filière. Arrive ensuite la crise du Fipronil au mois d'août. Pendant la crise, la production d'œufs et ses défauts ont été mis en avant. Nous avons tous craint alors de voir le marché s'effondrer. Or, c'est bien le contraire qui s'est produit puisque dès septembre, les œufs ont commencé à manquer et les cours à s'affoler. Cette situation traduit un grand déséquilibre, d'une part de la production, et d'autre part des prix. La filière a sûrement des difficultés à absorber de tels niveaux de prix, mais on constate encore une fois qu'on ne peut jamais aller contre le marché.

L'affaire du Fipronil aura-t-elle des conséquences à long terme ?

Je n'en ai aucune idée, car je pense que la crise du Fipronil a été très mal gérée aussi bien sur le plan politique que médiatique. C'était un dérèglement important et il a été mis sur la

place publique sans aucune limite. Je pense en effet que les efforts réalisés par les producteurs en termes de bien-être animal, d'antibiorésistance sur les plans sanitaires, environnementaux et qualités du produit n'ont pas assez été médiatisés. En revanche, on a beaucoup trop parlé de la crise Fipronil qui était de mon point de vue un sous-événement.

Pensez-vous que la hausse des cours se maintienne longtemps ?

Je n'aurais jamais imaginé que cette crise nous amène à la situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui. Dans le métier, quand tout va bien on croit que cela durera toujours. Même chose quand cela va mal. Sauf qu'il y a toujours un moment où le marché reprend ses droits. Impossible de savoir encore quand. Cela dépendra de plusieurs éléments, notamment le repeuplement des poulaillers vides chez nos voisins belges, néerlandais et allemands. Nous risquons aussi de voir une modification de l'utilisation des ovoproduits et des produits à base d'œufs. Le marché devra d'une manière ou d'une autre retrouver un équilibre. Je pense pour cela qu'il faut attendre le printemps prochain.

Quel avenir présentez-vous pour les élevages cage ?

Il y a deux façons de voir les choses : la façon avant l'été 2017 et la façon euphorique actuelle. Je pense qu'il faut garder la tête froide et se rappeler quelle était la situation avant la crise du Fipronil. Le

rouleau compresseur de l'élevage alternatif et de la demande du consommateur est toujours bien présent. Nous n'y pouvons rien et il faudra s'adapter. Heureusement, la filière œuf, en particulier française, s'est toujours adaptée à aux changements, en particulier, aux normes bien-être et à la demande des consommateurs.

En revanche, la situation actuelle a plusieurs conséquences. D'abord, elle redonne quand même confiance dans la cage. D'autant plus que ce sont essentiellement des élevages alternatifs qui ont été touchés par l'affaire du Fipronil. La France a d'ailleurs été mêlée à cette crise, car elle n'avait pas assez d'œufs alternatifs et se fournissait en Belgique ou aux Pays-Bas. Cet épisode va donc sans doute redonner un peu de tonus à l'élevage cage. Malgré tout, la transition vers l'alternatif est embrayée et la production va suivre.

Pensez-vous réellement que le consommateur fasse la distinction dans l'affaire du Fipronil entre les élevages alternatifs et la cage ?

Je ne pense pas. Les médias, quelles que soient les tendances du marché, sont un élément décisif. Quand les médias s'emparent du bien-être animal, appuyant le discours des sociétés protectrices des animaux, le consommateur y est sensible. Quand on ne lui en parle plus, il oublie. La situation est essentiellement médiatique. Les pouvoirs publics ne s'y intéressent que quand les médias s'y intéressent et les utilisateurs d'œufs qui, la main sur le



cœur, proclament qu'ils n'utiliseront plus d'œufs en cage entre 2020 et 2025 sont dans la démagogie.

Ce discours n'est-il pas encouragé par la distribution ?

Oui, le dernier en date c'est Nestlé, qui annonce qu'à partir de 2025, il n'aura plus d'œufs de poules en cage dans ses produits. De 2020, on passe à 2025. Et quand l'annonce a été faite, elle n'a pas fait grand bruit, car ce n'est plus le sujet. Par contre, en début d'année, quand les chaînes de distribution Carrefour, Intermarché, Leclerc, Auchan et Casino ont toutes annoncé qu'elles retireraient les œufs cage avant 2020, l'information a été très relayée et les consommateurs étaient sensibles au problème.

Ces annonces correspondent quand même à une évolution de la deman-

de et ne sont pas le simple fait d'un coup de projecteur médiatique.

Oui, malgré tout, cette transition est inévitable. Pour la production et ses intermédiaires, un élevage alternatif est plus présentable qu'un élevage de poules en cage, même si depuis 2012, avec les cages nouvelles normes à 750 cm² par place, les poules sont nettement plus présentables. Aujourd'hui, on voit fleurir des bâtiments d'élevage catégorie 2 de très grande taille (100 000 à 300 000 PP), notamment dans le Nord, avec des volières; ces projets ne risquent-ils pas de dévaluer l'image de l'élevage au sol vis-à-vis des consommateurs français ?

Le consommateur n'a que l'information que l'on veut bien lui donner. Si on lui dit que la poule est plus heureuse dans un élevage en volière, il croit ce qu'on lui dit. Je veux

bien le croire aussi sauf qu'on est toujours dans l'élevage intensif, que ce soit cage ou volière, et même pour les poulaillers plein air de 40 000 ou 50 000 poules. Ce n'est certainement pas ce qui va satisfaire les détracteurs de l'élevage, notamment l'association L214, qui, une fois qu'elle en aura fini avec les cages, pourrait bien s'attaquer à la production d'œufs quelle qu'elle soit.

Ces grands élevages sont-ils donc en sursis ?

C'est un risque, mais les groupes de production ont pris ce virage. Je vois mal les choses revenir en arrière. Ces élevages vont donc faire partir du paysage. Et si la situation actuelle du marché est une bouffée d'oxygène pour les producteurs cage, qui ont des installations à amortir, ceux-ci bénéficient seulement d'un sursis.

Cette situation va faire perdurer un peu plus la production d'œuf cage et va aussi donner les moyens à la production d'investir dans de nouvelles installations.

Peut-on encore parler d'œuf alternatif pour ces grands élevages ?

Tout dépend ce que l'on met derrière alternatif. De toute façon, ce sont les mêmes groupes de production qui encadraient et encourageaient les éleveurs à investir dans des ateliers de code 3 en 2011, 2012, qui les encouragent aujourd'hui à investir dans des ateliers de code 2, 1 et 0. Ce sont essentiellement les fabricants d'aliments. En revanche, ceux que l'on ne voit pas monter et qui représentent aussi à mon avis un danger pour la filière, ce sont les très petits élevages de 500, 600 pondeuses qui font de la >>

>> vente directe et qui se développent à proximité des grandes villes. Ces élevages auront un vrai visage alternatif!

Pensez-vous que ces petits élevages aient un poids suffisant pour déstabiliser le marché?

Je crois surtout que les consommateurs qui recherchent vraiment l'alternatif et le bien-être animal iront sur ces marchés de proximité, mais cela ne peut pas toucher la masse de la population qui aura toujours besoin des grandes filières.

À l'inverse, les grandes productions ne risquent-elles pas d'entraîner une saturation du marché?

C'est ce que l'on craignait avant, mais on est passé dans une autre époque depuis le mois d'août. Les productions alternatives qui se mettent en place ne remplacent pas les cages, mais viennent s'ajouter à la production cage. On accumule de la production. Avec l'euphorie actuelle des cours, nous avons un peu oublié cette analyse, mais il faut que l'on revienne sur terre pour se reposer la question et gérer les volumes produits, car j'imagine qu'il y aura encore de nouvelles crises de prix...

Une fois que les Pays-Bas et la Belgique remettront en route leur production, quel est le risque?

Chaque période très favorable est suivie d'un contre-coup. Si l'on regarde le mouvement des marchés depuis 2000, on voit qu'en 2003, 2007, 2011 et 2012 toutes les pé-

riodes d'euphorie ont été suivies d'un retour de balancier qui est du niveau des bons prix qui ont précédé. Si l'on en croit cette théorie, le prochain retour de balancier devrait donc être sévère.

Cependant, je pense que les opérateurs d'aujourd'hui ont une manière plus fine et plus pointue de gérer les volumes.

L'interprofession a-t-elle un rôle à jouer pour éviter ce contre-coup?

L'interprofession ne peut qu'alourdir la production. Il y a deux ans, elle a mis en place une structure de grande exportation qui pourrait être un bon outil de régulation. Puis les groupes de production ont tellement subi de crises qu'ils feront sans doute attention à ce qu'ils font. On peut imaginer que les mises en place seront contrôlées, même si je n'y crois pas trop...

On observe aussi la construction de grands bâtiments en poules bio. Là aussi, doit-on craindre une industrialisation du bio?

Seuls les petits élevages de proximité de 500 à 600 poules sont les vrais élevages alternatifs. En revanche, les grands élevages bios ont effectivement une teinte intensive. Cela me fait un peu peur. Mais il me semble que tout est dans la médiatisation. Peut-être que j'accorde trop d'importance aux médias et pas assez à l'analyse du consommateur, mais je trouve que le consommateur a peu de moyens de s'informer autres que ce que les médias racontent, en particulier les médias immédiats, c'est-à-dire la radio, la télé et Internet, qui diffusent souvent l'information avant même de la contrôler. Par ailleurs, on parle beaucoup du bio, voire trop, car cela représente 2 à 3 % de la production. Il y a des gens qui y sont sensibles, mais ce n'est pas cette production qui va faire vivre notre filière. Celle-ci est composée de fabricants d'aliment, d'accoueurs, de centres de

conditionnement, d'industriels et ils ne se contenteront jamais du bio. La tendance est marginale et pour le bien-être du bio et du reste de la filière, elle doit le rester.

La forte croissance du bio a attiré beaucoup d'acteurs, n'y a-t-il pas un risque d'engorgement?

Tous les gros opérateurs, que ce soit les fabricants d'aliment ou centres de conditionnement se sont mis sur ce créneau, car pour exister dans la grande distribution, il faut avoir un catalogue complet, y compris en bio. Mais on fait quand même acheter ce que l'on veut au consommateur, il suffit parfois de placer le produit au bon endroit. Moi le premier, quand je fais mes courses le samedi, je reviens parfois avec des produits simplement parce qu'ils étaient à ma hauteur. Je me demande si les ventes d'œufs alternatifs dans la grande distribution ne tiennent pas beaucoup à cela. C'est un point de vue personnel. D'ailleurs, la production bio a déjà subi des crises, notamment en 2012. C'était une année fameuse pour les codes 3, car on avait atteint les 2 € le kilo, mais parallèlement à cela, il y a eu une crise de l'œuf bio. Des producteurs et des groupes de production se sont retrouvés avec un trop-plein en bio qui leur a coûté une fortune. Ce déséquilibre était lié à l'importation d'autres pays, notamment d'Italie.

Quels sont les enjeux ou les risques qui pèsent sur la filière?

Premièrement, je pense que la filière amont va ressortir fortifiée de cette période. En revanche, la filière aval, notamment les centres de conditionnement et les industriels ont quand même eu beaucoup de difficultés à valoriser les prix actuels et cela va perdurer encore quelque temps. Il va donc falloir à un moment ou à un autre qu'ils se refassent. On peut aussi craindre que certains n'y parviennent pas.

Deuxièmement, le risque serait que les élevages cage se confortent dans la situation actuelle, car finalement c'est un produit qui convient au consommateur et à la filière en cette fin d'année. Les remises en cause qui étaient largement entamées depuis le début de cette année ralentissent beaucoup et on risque de reprendre à nouveau du retard sur nos voisins étrangers en production alternative. Tant que le marché est euphorique, on gomme les vrais enjeux. Il faut revenir à la réalité et se reposer les bonnes questions.

Un mot sur le marché des poules de réforme?

Le marché de la poule de réforme est en grande difficulté aujourd'hui, car un des abattoirs principaux, Socavol, est à la limite de la liquidation. Un autre gros opérateur, Doux, a beaucoup de problèmes à régler par ailleurs. Il y a donc peu d'alternatives. Ceci dit, la poule de réforme n'est qu'un produit de réforme, il ne faut pas l'oublier. Bien sûr les producteurs ont besoin de vendre leurs poules de réformes, mais l'enjeu essentiel reste sur l'œuf. Ceci dit, peut-être la filière aurait-elle intérêt à s'unir pour reprendre l'abattoir qui risque d'être liquidé. Néanmoins, en ce moment, la poule de réforme s'est revalorisée, grâce au marché des œufs, mais aussi grâce à un épiphénomène: en effet, les producteurs belges dont les poulaillers sont vides se positionnent sur le marché de la poule de réforme française pour les faire muer dans leur bâtiment, car le potentiel de production de poulette est insuffisant là-bas pour repeupler leur élevage. Ils voient que le train passe sans qu'ils puissent en profiter et ils ont donc trouvé cette solution. C'est comme ça que quelques poules de réforme françaises poursuivent leur vie en Belgique. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR C. GWINNER



Les industriels ont beaucoup de difficultés à valoriser les prix actuels et cela va perdurer encore quelque temps.